



Rapport de situation sur le COVID-19

Édition pilote du 15 mai 2020

La pandémie de COVID-19 continue de se propager sur le continent africain. Au-delà des implications de la crise sanitaire, elle s'accompagne de conséquences économiques. Déjà, son impact sur la sécurité alimentaire à travers le continent se fait sentir. Et comme à chaque crise, ce sont les populations pauvres qui sont les plus vulnérables. Cette pandémie compromet les moyens de subsistance des petites et moyennes entreprises et des nombreux ménages à bas revenus sur le continent. Dans ce contexte difficile, l'AGRA continue de s'associer aux petits exploitants agricoles pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires tout en fournissant des conseils essentiels aux gouvernements africains pour les aider dans la prise de décision.

Le présent rapport de situation hebdomadaire est conçu comme une source d'information à l'intention des gouvernements et des donateurs. Il rassemble des informations actualisées provenant des petits exploitants agricoles et des PME présentes « sur le terrain ». Il donne également un aperçu de la mobilisation des gouvernements et du soutien financier apporté aux pays par les institutions donatrices. Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires à l'adresse suivante : sitreps@agra.org

Ce rapport présente tout d'abord les principaux éléments de la situation sur le terrain, puis des informations plus approfondies sur la situation dans des régions spécifiques de l'Afrique subsaharienne ainsi que sur la riposte de l'AGRA. Les faits marquants du *Monthly Food Monitor* de l'AGRA sont également inclus. Les annexes fournissent un aperçu par pays des informations relatives à l'agriculture et des réponses face au COVID-19. Elles présentent également un récapitulatif des ressources financières engagées à ce jour, sur la base des données dont dispose l'AGRA.

Situation au 14 mai 2020

L'insécurité alimentaire s'accroît. L'insécurité alimentaire a continué à s'aggraver sur l'ensemble du continent. Les informations accessibles au public et les données fournies par les ministères des pays cibles de l'AGRA¹ pointent une augmentation du nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire : d'environ 25 millions en mai à 28 millions en septembre. En Éthiopie, par exemple, le gouvernement prévoit une diminution de la production alimentaire pour la prochaine saison de 8 % en raison de la crise du COVID-19.

Les mesures de prévention édictées par les gouvernements pour atténuer la propagation du COVID-19, telles que le renforcement des contrôles sanitaires lors des contrôles de sécurité aux frontières et la restriction des déplacements, continuent d'avoir un impact sur la capacité des agriculteurs à récolter et à vendre leurs cultures en dehors de leurs localités. En Afrique de l'Est, ils continuent de faire les frais des invasions acridiennes alors que les efforts d'éradication se poursuivent. Les inondations en cours au Kenya et en Ouganda raccourcissent la saison des semences. Toutefois, les fortes précipitations favorisent le développement des cultures de « saison sèche » grâce à l'abondante humidité résiduelle. En Afrique australe, les bouleversements climatiques récurrents contribuent grandement à la réduction de la production alimentaire et à la hausse des prix des denrées de base.

Les Nations Unies ont augmenté le montant de leur appel de fonds initial pour la riposte au COVID-19, le faisant passer de 2 milliards de dollars à la mi-mars à 6,7 milliards à la mi-mai, après que les experts humanitaires ont constaté une accélération de l'insécurité alimentaire. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, a fait cette mise en garde en avril : « J'avais déjà annoncé que 2020

¹ Ghana, Rwanda, Nigeria, Ouganda, Burkina Faso, Mali, Kenya, Éthiopie, Mozambique, Malawi, Tanzanie





serait la pire année depuis la seconde guerre mondiale ». D'ores et déjà, la pandémie de Covid-19 nous a « entraînés en territoire inconnu », a-t-il déclaré. « Désormais... nous pourrions être confrontés à de multiples famines aux proportions bibliques. »

Les restrictions visant à faire face au COVID-19 posent des difficultés aux agriculteurs qui souhaitent vendre leurs récoltes. Les restrictions imposées par les gouvernements en matière de circulation des personnes et la nécessité de respecter la distanciation sociale continuent de poser des difficultés aux agriculteurs. C'est le cas en particulier dans la région d'Afrique australe qui se trouve en pleine saison des récoltes et où les paysans doivent se rassembler pour récolter, nettoyer, ensacher et transporter leurs cultures. Pour relever ces défis, les agriculteurs et les négociants utilisent les réseaux sociaux et privilégient les ventes à la ferme pour combler les lacunes de la production et du marché durant la pandémie. Le Kenya est à la pointe de ces efforts. Des formations post-récolte, qui aident les agriculteurs et les petits exploitants à respecter les normes internationales en matière de qualité, sont organisées sur des plateformes numériques par l'intermédiaire d'organisations villageoises. Au Rwanda, l'AGRA s'est associée à d'autres organisations pour développer la mécanisation afin de réduire les besoins en main-d'œuvre et ainsi respecter la distanciation sociale.

Les gouvernements ont qualifié l'agriculture de secteur essentiel. Tout en appliquant des mesures telles que la distanciation sociale, le lavage des mains et la fermeture des frontières au cours des dernières semaines, les gouvernements ont classé les intrants et les activités agricoles comme essentiels dans tous les pays où l'AGRA est active. Toutefois, les contrôles sanitaires et de sécurité aux postes frontières continuent de provoquer de longs retards dans la livraison des intrants et la circulation des denrées alimentaires à l'intérieur des pays et entre eux. En outre, les différentes approches suivies par les gouvernements nationaux commencent à créer des frictions qui entraînent des fermetures de frontières qui à leur tour limitent le commerce. Dans le même temps, ceux qui appliquaient des mesures de confinement strict commencent à les assouplir.

De nombreux gouvernements fournissent une aide aux agriculteurs. Certains ont accéléré la mise en place de programmes de subventions soutenus par des organisations multilatérales (voir l'annexe sur les promesses de financement actuelles). Les gouvernements de tous les pays cibles de l'AGRA soutiennent les agriculteurs et les communautés vulnérables par le biais de divers mécanismes, notamment des programmes de subvention des intrants, d'achat de céréales et d'aide. Au Ghana, au Mali et au Nigeria, par exemple, les gouvernements ont accéléré la mise en place de programmes de subvention des intrants pour s'assurer que les agriculteurs puissent en disposer en temps voulu. Au Malawi, où les agriculteurs sont actuellement en train de récolter leurs cultures, le gouvernement a mis en place un programme d'achat de céréales. Les ressources financières provenant de donateurs multilatéraux et visant à atténuer l'impact de la pandémie ont également augmenté le mois dernier. Elles s'élèvent désormais à environ 4,2 milliards de dollars. Ce montant ne comprend pas les 10 milliards de dollars de ressources identifiées par le Groupe de la Banque africaine de développement et qui pourront être mis à la disposition des pays membres touchés par le COVID-19. Pour en savoir plus, visitez l'adresse suivante : <https://tinyurl.com/y8l83peh> .

Au moment où l'Afrique de l'Est et de l'Ouest entrent dans la saison des semailles, l'accès aux intrants est plus que jamais essentiel.

En Afrique de l'Ouest, les conditions météorologiques ont favorisé une bonne récolte pour la région. Cela contribuera à maintenir les prix bas et à améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture. En Afrique de l'Est, les fortes pluies et la recrudescence des criquets pèlerins au cours du premier semestre 2020 pourraient entraîner d'importantes pertes de récoltes. En Éthiopie, d'après les estimations du gouvernement, plus de 350 000 tonnes de céréales ont été perdues à cause de l'invasion de criquets pèlerins, précipitant plus d'un million de personnes dans l'insécurité alimentaire. La pandémie actuelle de COVID-19 menace de perturber les systèmes agricoles et alimentaires et pourrait avoir un impact sur les niveaux de production attendus. Toutefois, en Tanzanie, le ministre de l'agriculture a annoncé dans





son discours de présentation du budget que les récoltes totales des deux principales saisons se terminant en juillet 2020 permettront d'atteindre une autosuffisance alimentaire de 118 %. (le graphique ci-dessous illustre les principales saisons de culture pour les pays d'Afrique subsaharienne).





Principales Saisons de Culture 2020

Country	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec
PIATA Focus countries												
Uganda												
Tanzania												
Rwanda												
Nigeria												
Ghana												
Ethiopia												
Mozambique												
Mali												
Kenya												
Malawi												
Burkina Faso												
South Sudan												
Other African countries												
DRC												
Angola												
Madagascar												
Chad												
Eritrea												
Cameroon												
Sierra Leone												
Niger												
Senegal												
Cote D'Ivoire												
Benin												
Guinea												
Togo												

Les efforts d'atténuation des gouvernements - soutenus par les interventions de l'AGRA - ont été robustes. Les intrants tels que les semences et les engrais parviennent aux agriculteurs pendant la saison des semailles, en grande partie par l'intermédiaire de négociants en produits agricoles, d'organisations paysannes et d'autres canaux de distribution d'intrants. Toutefois, on ignore pour l'heure l'impact des restrictions sur les mouvements. Un certain nombre d'initiatives ont été lancées pour introduire des variétés de cultures tolérantes au stress, qui contribueront à atténuer l'impact du COVID-19 et d'autres catastrophes naturelles.

Riposte de l'AGRA face au COVID-19

Tout en restant axée sur ses priorités programmatiques de 2020, l'AGRA continue d'aider les gouvernements et les autres parties prenantes à atténuer les contrecoups économiques de la pandémie de COVID-19. Nos engagements liés au COVID-19 comprennent :

- **La mise en relation des acheteurs et des transformateurs.** Dans des pays tels que la Tanzanie et le Mozambique où les marchés régionaux de cultures ne fonctionnent pas efficacement en raison des répercussions des efforts d'atténuation du COVID-19, les équipes de l'AGRA mettent en relation les agriculteurs avec les négociants en produits agricoles, les acheteurs et les transformateurs.
- **Le déblocage des financements pour les PME agroalimentaires.** L'AGRA travaille avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour permettre à *Africa Exim Bank* de soutenir les PME du secteur agricole afin qu'elles puissent avoir accès à des financements et ainsi poursuivre leurs activités.
- **Coordination du soutien aux gouvernements.** Dans tous les pays cibles de l'AGRA, nous participons et soutenons les efforts de coordination et la conception des plans d'intervention face au COVID-19.
- L'AGRA a convoqué une réunion de 11 secrétaires permanents des ministères de l'agriculture de ses pays cibles afin de faire le bilan des changements provoqués par le COVID-19, leurs actions pour y faire face, leurs besoins et les enseignements qu'ils en ont tirés.
- Au Kenya, l'AGRA fournit un soutien au gouvernement pour collecter et analyser les données à travers sa Cellule de crise du COVID-19
- **Aide aux bénéficiaires de subventions et aux partenaires du secteur privé** pour répondre au COVID-19, grâce à la modification de 65 % des subventions de l'AGRA
- **Levée de fonds.** L'équipe de l'AGRA au Ghana a collecté 1,5 million de dollars pour financer la riposte au COVID-19 et notre équipe au Rwanda a obtenu 246 000 dollars pour renforcer la mécanisation





et ainsi palier la pénurie de main-d'œuvre.

- **Le passage à l'échelle numérique reste un domaine d'action essentiel.** Cela inclut un plan pour s'appuyer sur les TIC en vue de renforcer les plateformes de partage d'informations sur les réserves alimentaires et les marchés, la facilitation du travail des conseillers de villages pour la livraison d'intrants et la dispense de formations pour faciliter la fourniture des services d'information aux petits exploitants agricoles.
- **Plateformes digitales de services de diffusion d'informations de base.** L'AGRA collabore avec des partenaires locaux pour utiliser des plateformes numériques afin de délivrer aux petits exploitants agricoles des messages de vulgarisation clés sur les bonnes pratiques agronomiques et la gestion des cultures post-récolte par l'intermédiaire de conseillers de villages et d'entreprises locales.
- **Elle a élaboré des plans d'intervention d'urgence face au COVID-19 dans six pays, et les efforts se poursuivent pour couvrir les pays restants.** Ces plans incluent des directives sur le COVID-19 en matière d'intervention d'urgence relatives aux engrais, aux semences, à la distribution d'intrants, à la gestion des marchés et à la phase post-récolte ; au financement inclusif et à la résilience. Elles s'adressent aux partenaires qui proposent des services aux agriculteurs afin de minimiser les risques d'exposition à la maladie.

Publication du bulletin mensuel de l'AGRA : *Food Trade Monitor*

Le *Food Trade Monitor*, qui paraît chaque mois, couvre les pays d'intervention de l'AGRA en Afrique de l'Est, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest. Il s'agit des pays suivants : Afrique de l'Est : (Éthiopie, Kenya, Soudan du Sud, Tanzanie et Ouganda), Afrique australe (Malawi, Mozambique et Zambie) ; Afrique de l'Ouest : (Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger, Nigeria et Togo). Le *Food Trade Monitor* traite des changements/prévisions de précipitations, des températures et des conditions environnementales dans un avenir récent et proche ; des interventions gouvernementales ayant un impact sur le commerce des denrées alimentaires (national et régional) ; de l'évaluation générale des prix des principales denrées alimentaires de base et des perspectives en matière de sécurité alimentaire. Il y est question essentiellement des implications des développements et des changements dans chacun des domaines ci-dessus relatifs au commerce régional de denrées alimentaires et de sécurité alimentaire. Vous pouvez lire la version intégrale du *Food Trade Monitor* [ici](#) :

Voici les points saillants du *Food Security Monitor* :

Afrique de l'Ouest

- L'Afrique de l'Ouest devrait connaître des pluies supérieures à la normale en mai ; ces pluies abondantes coïncident avec la campagne d'ensemencement qui a commencé en mars pour la principale saison de semences dans les parties méridionales de la région
- L'insécurité et le conflit armé dans le bassin du lac Tchad et dans les zones du Sahel central entraînent la destruction/la perte des moyens de subsistance et des services sociaux de base, la perturbation des activités productives (y compris l'agriculture), des marchés et des flux commerciaux
- Les prix des aliments de base restent inférieurs à la moyenne, sauf dans les zones déficitaires et touchées par des conflits
- La majeure partie de la région devrait connaître une insécurité alimentaire minimale (phase 1 de l'IPC [Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire]) jusqu'en septembre 2020

Afrique australe

- Du fait des mauvaises saisons qui se sont succédé et de la sécheresse prolongée en début de saison, les rendements ont été inférieurs à la moyenne dans de nombreuses parties de la région, notamment dans le sud du Mozambique, à Madagascar et au Zimbabwe.
- L'aggravation des chocs macroéconomiques, les sécheresses successives et le faible accès aux intrants productifs contribuent à la situation catastrophique de la sécurité alimentaire au Zimbabwe





- L'environnement du commerce alimentaire dans les pays excédentaires est essentiel pour garantir qu'aucune mesure entravant le commerce, telle que l'interdiction d'exporter, ne soit mise en œuvre, en particulier face à la pandémie de COVID-19
- Les bouleversements climatiques récurrents en Afrique australe ont contribué de manière significative à la réduction de la production alimentaire et à la hausse des prix des denrées de base

Afrique de l'Est

- Des pluies et des conditions de culture favorables devraient contribuer à améliorer les récoltes saisonnières et la disponibilité des denrées alimentaires en fin de saison
- Les situations de recrudescence acridienne demeurent une menace en Afrique de l'Est avec la formation et la maturation d'une nouvelle nuée au moment où les efforts se poursuivent pour les éradiquer.
- Les zones où les mesures de lutte contre les invasions acridiennes sont limitées et qui connaissent déjà une grave insécurité alimentaire (phase 2+ de l'IPC) devraient être gravement touchées par la menace du criquet pèlerin en raison de leur faible capacité d'adaptation et des pertes importantes de récoltes





- Une production céréalière inférieure à la moyenne en 2019 et des conditions macroéconomiques difficiles ont contribué à des prix élevés supérieurs à ceux de l'année précédente
- Les États membres de la CAE ont signé des directives administratives pour faciliter la circulation des marchandises et des services pendant la pandémie COVID-19. Les bonnes récoltes du début de 2020 contribuent à la baisse des prix dans certaines parties de la région
- Malgré de bonnes récoltes dans certaines régions, les prix des denrées alimentaires de base devraient se maintenir au-dessus de la moyenne
- L'Afrique australe connaît et devrait continuer à connaître des situations de stress (phase 2 de l'IPC) et de crise (phase 3 de l'IPC) en matière d'insécurité alimentaire, notamment dans certaines régions du Zimbabwe, du Mozambique, de la RDC, du Lesotho et de Madagascar
- Mise en place de lignes directrices de la SADC sur l'harmonisation et la facilitation des opérations de transport transfrontalier à travers la région pendant la pandémie de COVID-19



COVID-19 : Aperçu de la situation et de la réponse par pays (points forts uniquement)

Pays + résumé de la situation actuelle	Les défis de COVID-19	Réponse du gouvernement	Activités de l'AGRA
Saison des semilles			
<p>Burkina Faso. Les frontières sont fermées et un couvre-feu est en vigueur, les rassemblements de plus de 50 personnes sont interdits. Les agriculteurs peuvent acheter des intrants ; les marchés centraux ont ouvert fin avril. Le transport des marchandises n'est pas limité et les agriculteurs peuvent acheter des intrants.</p>	<p>Les restrictions sur les rassemblements signifient qu'il est difficile d'atteindre les parties prenantes.</p>	<p>Allocation du gouvernement de 50 millions de dollars au secteur agricole. 25 000 tonnes de céréales seront vendues aux personnes vulnérables à un prix subventionné.</p>	<p>L'AGRA favorise l'agriculture contractuelle fournit une évaluation des besoins en intrant et met en relation les organisations d'agriculteurs avec des partenaires financiers.</p>
<p>Éthiopie. Les restrictions de mouvements ont été assouplies par les États régionaux et il n'y a aucune restriction au commerce de céréales. Des intrants agricoles sont en cours de distribution. 8,5 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire en raison de l'insécurité persistante et de l'invasion acridienne.</p>	<p>Restriction sur les transports publics et les rassemblements, ce qui signifie que les formations ne sont pas dispensées.</p>	<p>Fonds de riposte anti COVID-19 de 1,3 milliard de dollars du gouvernement et des donateurs internationaux. Le gouvernement prévoit un Plan de relance de 2,4 milliards de dollars, dont 40 millions à destination des coopératives de producteurs. Il est prévu d'étendre considérablement les surfaces dédiées au blé afin de réduire la dépendance aux importations</p>	<p>L'AGRA apporte son soutien au gouvernement pour élaborer le Plan d'action et de riposte L'AGRA soutient l'utilisation des TIC pour la formation par le biais d'émissions vidéo et radio. Les démonstrations communales et nationales agricoles pour la prochaine saison de plantation sont achevées.</p>
<p>Ghana. Le confinement partiel a été levé et aucune restriction n'a été imposée aux personnes et aux biens, mais les frontières terrestres avec les pays voisins (Togo, Côte d'Ivoire et Burkina Faso) restent fermées. La Réserve alimentaire du Ghana est principalement entre les mains du secteur privé, des agrégateurs et des transformateurs. Près de 1,5 million de personnes au Ghana (environ 5 % de la population) sont en situation d'insécurité alimentaire et 2 millions de personnes seraient vulnérables à l'insécurité alimentaire si le COVID venait à perturber la saison des semilles de 2020. Les semilles ont commencé et 60 % de la demande des agriculteurs en semences et en engrais est assurée.</p>	<p>Les restrictions sur les rassemblements publics compliquent le déroulement de nos programmes de formation à destination des agriculteurs et de vulgarisation communautaire</p>	<p>Politiques d'incitation fiscale et monétaire aux banques commerciales pour augmenter l'offre de crédit au secteur privé - programme de crédit de 120 millions de dollars des États-Unis pour soutenir les PME</p> <p>Fonds de protection sociale de 100 millions de dollars des États-Unis pour lutter contre le COVID-19</p> <p>Faciliter l'accès d'un million de petits exploitants agricoles aux semences et aux engrais pour la saison des semilles 2020, avec une subvention de 50 %.</p> <p>Aménager de nouvelles terres sous irrigation et des vallées intérieures pour la production de riz</p>	<p>L'AGRA mène une campagne de mobilisation pour la saison des semilles 2020 - Les équipements de protection individuelle vont permettre au personnel agricole en première ligne d'entrer en contact avec les agriculteurs - Faciliter l'accès des agriculteurs aux marchés des intrants et des extrants du secteur privé ainsi qu'au système de paiement numérique : Facilitation de l'assurance du rendement de superficies pour 10 000 agriculteurs combiner les intrants agricoles avec l'assurance</p> <p>Un service de vulgarisation numérique par SMS, radio, vidéo, etc. est en cours d'introduction et d'adoption ;</p>

<p>Mali. Mise en place d'un couvre-feu avec limitation des heures de travail de 7 h 30 du matin à 14 h 30. Les agriculteurs peuvent acheter des intrants et le gouvernement a mis en place des subventions pour les engrais et les équipements.</p>	<p>Les prix des denrées alimentaires ont augmenté et les voyages de nuit sont limités.</p>	<p>Transferts gratuits des plus vulnérables. La Banque mondiale a approuvé une aide de 25,8 millions de dollars et le FMI a décaissé 200 millions de dollars. Le gouvernement va déboursier 1 milliard de FCFA</p>	<p>L'AGRA fournit un soutien à la Cellule de crise du gouvernement. Notre Équipe soutient la numérisation pour permettre aux conseillers de villages de fournir des formations.</p>
<p>Kenya. Les produits agricoles ont été qualifiés d'essentiels, de sorte que même avec des restrictions de mouvement, les agriculteurs peuvent se procurer des intrants ; les marchés céréaliers sont ouverts dans la plupart des comtés. 1,3 million de personnes souffrent d'une insécurité alimentaire sévère, principalement dans le nord du pays. Certaines activités agricoles sont touchées par les inondations.</p>	<p>Les restrictions touchant les rassemblements signifient que les formations ne peuvent pas être dispensées.</p>	<p>Des transferts d'argent aux populations les plus vulnérables sont en cours. Une Cellule de crise a été mise en place avec l'AGRA. Les donateurs internationaux ont débloqué des financements conséquents, notamment le FMI qui a approuvé un fond d'urgence doté de 758 millions de dollars</p>	<p>L'AGRA fournit un soutien à la Cellule de crise du gouvernement. Notre Équipe soutient la numérisation pour permettre aux conseillers de villages de fournir des formations.</p>

		pour faire face au COVID-19	
Nigeria. Couvre-feu de 20 heures à 6 heures du matin mais assouplissement des restrictions de mouvements. Les agriculteurs peuvent acheter des intrants et le gouvernement a fourni des laissez-passer aux agriculteurs et aux négociants en produits agricoles, qui peuvent circuler sans restriction.	Accès limité aux intrants et aux services des agents de vulgarisation en raison de la restriction des déplacements. Les formations des agriculteurs ont été ralenties en raison des restrictions sur les rassemblements.	Le FMI a fourni une aide d'urgence de 34 millions de dollars et accordé un prêt de 3,4 milliards de dollars. L'UE a fourni 42 milliards de dollars de naira + 50 millions de dollars des États-Unis. Le gouvernement a acheté des céréales pour les distribuer dans les zones souffrant de pénurie alimentaire.	L'AGRA apporte son soutien au système de diffusion d'informations du Nigeria et aux activités de la saison de semences.
Rwanda. Restrictions de mouvements et couvre-feu en vigueur. Quarantaine et désinfection de 14 jours pour les personnes et les camions traversant la frontière.	Le commerce transfrontalier avec les voisins est un défi.	Le gouvernement a distribué de la nourriture aux personnes vulnérables dans les villes. L'ambassade des États-Unis a fourni 4 millions de dollars	Sur demande du gouvernement, l'AGRA soutient la mécanisation et l'introduction de semences tolérantes à la sécheresse.
Ouganda. Confinement en place depuis le 1er mars avec interdiction de circuler dans les transports publics et privés. Les mouvements de marchandises et les points de vente d'intrants agricoles sont autorisés selon des directives strictes. 3 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire. Les inondations ont menacé les vies et les activités agricoles.	Les restrictions de mouvements compliquent la saison des semences.	Aide alimentaire aux personnes en situation d'insécurité alimentaire. Les donateurs internationaux ont débloqué des financements conséquents et le FMI a approuvé un montant de 491,5 millions de dollars pour faire face au COVID-19.	L'AGRA organise prochainement une réunion entre le gouvernement et les acteurs du secteur pour discuter de l'état de préparation et de la riposte face au COVID-19. L'AGRA aide également les PMI à accéder aux services financiers pour se préparer à la saison des récoltes.
Saison des récoltes			
Malawi. Les rassemblements sont limités, mais la récolte est autorisée ; des dispositions spéciales ont été prises pour les commerces : respect de la distanciation sociale et port obligatoire du masque. On estime à 1,1 million le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire	Le commerce des céréales est limité en raison de la restriction de mouvements ; difficultés de manutention d'après récolte.	Le gouvernement a alloué 22 millions de dollars à l'agriculture sur le budget de la riposte au COVID-19. 12,5 millions de dollars ont été mis de côté pour l'achat de céréales.	Les équipes de l'AGRA travaillent avec des partenaires potentiels pour mettre en place une subvention pour le secteur des semences afin d'aider à réformer le programme national des semences
Tanzanie. Les rassemblements sont limités mais les frontières sont ouvertes au commerce. La Tanzanie dispose d'importantes réserves alimentaires et devrait pouvoir continuer à exporter au niveau régional.	La limitation des mouvements régionaux affectera la livraison des intrants pour la prochaine saison des semences de juillet. Les stratégies de commercialisation des récoltes devront être adaptées.	Le Comité d'organisation (soutenu par l'AGRA) va coordonner les efforts entre le secteur privé, public, les partenaires donateurs.	L'AGRA appuie les efforts de coordination du gouvernement entre les partenaires du secteur privé, public et les donateurs.
Mozambique. État d'urgence décrété assorti de restrictions de mouvements. Le pays est en situation d'urgence alimentaire ; une seule frontière est ouverte pour permettre l'entrée de denrées alimentaires dans le pays. Le COVID-19 devrait augmenter d'au moins 50 % le nombre de personnes recevant une aide alimentaire humanitaire.	De nombreuses activités de terrain ont été annulées en raison des restrictions de mouvement imposées par le gouvernement dans le contexte du COVID-19.	Le FMI a accordé un prêt de 309 millions de dollars et la Banque mondiale a débloqué 100 millions de dollars. La Banque islamique de développement devrait fournir 132 millions de dollars au Programme de soutien à la santé.	L'AGRA soutient les activités de commercialisation des agriculteurs.

Ressources financières engagées à partir du 8 mai 2020. Il s'agit de ressources engagées à la connaissance de l'AGRA et qui pourraient changer au fur et à mesure des r

	Total	Banque mondiale	FMI	Donateurs	PAM	Gouvernement	Secteur privé local	Autres	Remarque
	MILLIONS DE DOLLARS								
Ghana	1,125.5		1,000.0	125.0	0.5				Le gouvernement a proposé un budget humanitaire de 390 millions de dollars
Mali	230.9	25.1	200.0				5.8		
Burkina Faso	2.8							2.8	
Nigeria	0.7							0.7	
Éthiopie	493.6	82.6	411.0						Le gouvernement a mis en place un budget de 1,3 milliard de dollars pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19
Kenya	1,149.0	50.0	758.0	141.0		200.0			UE = 5 millions de dollars, autres agences des Nations Unies = 135 millions de dollars, 100 millions de dollars Le gouvernement kenyan a mis en place un budget de 100 millions de dollars (transfert d'argent) pour aider les populations vulnérables
Ouganda	581.5		491.5	75.0		15.0			Gouvernement des États-Unis : 3,4 millions de dollars, UE : 31,6 millions de dollars pour soutenir les efforts du gouvernement dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, le gouvernement ougandais a affecté 15 millions de dollars à l'aide alimentaire et le FIDA a mis en place une enveloppe de 40 millions de dollars pour le fonds de stimulation à destination des populations pauvres en milieu rural
Tanzanie	-								
Rwanda	4.0			4.0					L'ambassade des États-Unis a fait un don pour soutenir l'effort du gouvernement
Malawi	34.5					34.5			Le gouvernement a alloué 22 millions de dollars à l'agriculture, 12,5 millions de dollars à l'aide alimentaire et 0,5 million de dollars à l'aide humanitaire

Mozambique	569.0	100.0	337.0					132.0	Le gouvernement a mis en place un bud. 700 millions de dollars pour atténuer l'ir COVID-19 Le Fonds de développement islamique e doté de 132 millions de dollars pour soutenir des projets dans le cadre du programme de soutien à la santé du FM dénommé Pro-Saúde
Total	4,191.5	257.7	3,197.5	345.0	0.5	249.5	5.8	135.5	